

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q3/THA/15

4 septembre 2002

(02-4692)

Comité des subventions et des  
mesures compensatoires

Original: anglais

## SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions  
et les mesures compensatoires

Réponses de la THAÏLANDE aux questions complémentaires  
posées par les ÉTATS-UNIS<sup>1</sup> et l'ÉQUATEUR<sup>2</sup>

La Mission permanente de la Thaïlande a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 2 septembre 2002.

---

Conformément à l'article 27.4 de l'Accord SMC, la Thaïlande aimerait présenter ses réponses écrites aux questions complémentaires posées par les États-Unis (G/SCM/Q3/THA/14) et l'Équateur (G/SCM/Q3/THA/13).

Réponses aux questions posées par les États-Unis

**Incitations à l'investissement (Bureau du Conseil des investissements)  
Programme de diversification des marchés d'exportation (EXIM)  
Office thaïlandais des sites industriels**

1. La Thaïlande a expliqué pourquoi elle projette d'éliminer progressivement ces programmes et les raisons de la durée de ces projets. Pour deux de ces programmes, les incitations accordées dans le cadre des incitations à l'investissement du Bureau du Conseil des investissements et celles accordées par l'Office thaïlandais des sites industriels, cette élimination est censée durer 13 et dix ans, respectivement. La Thaïlande pourrait-elle expliquer de quelle manière, à son avis, les périodes d'élimination progressive prévues pour ces programmes sont compatibles avec l'obligation qui incombe à l'origine aux pays en développement Membres de supprimer leurs subventions à l'exportation de préférence de façon progressive (les procédures normales de prorogation au titre de l'article 27.4) et avec la durée de la prorogation prévue dans le cadre des procédures spéciales énoncées dans le document G/SCM/39?

---

<sup>1</sup> G/SCM/Q3/THA/14.

<sup>2</sup> G/SCM/Q3/THA/13.

## Réponse

Depuis l'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC, plusieurs mesures ont été prises afin d'éliminer progressivement les deux programmes de subventions à l'exportation. Ces mesures sont décrites en détail ci-dessous.

### 1. Office thaïlandais des sites industriels (IEAT)

La Thaïlande a prouvé son intention de supprimer sa subvention à l'exportation accordée dans le cadre du programme de l'Office thaïlandais des sites industriels (IEAT) par les efforts qu'elle a déployés au cours des six dernières années pour modifier la Loi sur l'Office thaïlandais des sites industriels. L'IEAT a en fait commencé ce processus d'amendement en 1996 en créant le Groupe de travail sur la modification de la Loi sur l'IEAT. En outre, plusieurs mesures ont été mises en œuvre afin d'éliminer progressivement les avantages dont ne profitaient auparavant que les exportateurs. Suite à la mise en place du plan de restructuration tarifaire, qui a débouché sur une réduction des taux de droits de douane appliqués aux importations d'équipements, la plupart des opérateurs visés par ce programme reçoivent à peu près le même traitement de la part de l'IEAT, quelle que soit leur vocation à l'exportation.

### 2. Bureau du Conseil des investissements

Le Bureau du Conseil des investissements a totalement supprimé son régime de prescriptions relatives à l'exportation depuis 2000. À compter de cette date, il n'a été accordé ni privilège ni avantage à des opérateurs sur la base de conditions en matière d'exportation. Cependant, le délai de grâce initial pour certains projets assortis de prescriptions relatives à l'exportation approuvés avant août 2000 s'étend au-delà du dernier délai autorisé. C'est pourquoi la demande de prorogation vise uniquement les projets assortis de prescriptions relatives à l'exportation qui ont été approuvés avant août 2000.

Nous souhaitons insister à nouveau sur le fait que nos demandes ne se fondaient pas exclusivement sur les avantages que représentent les programmes de subventions à l'exportation. La demande de prorogation pour les deux programmes de subventions présentée par la Thaïlande est en fait motivée par deux raisons distinctes, décrites ci-dessous:

#### 1) Incitations à l'investissement (Bureau du Conseil des investissements)

Le motif de cette demande est la volonté de maintenir une cohérence de la politique et de prévenir une perte de confiance à l'égard des projets du gouvernement en matière de développement. L'arrêt immédiat de la subvention affecterait 1 392 projets d'investissements thaïlandais et étrangers, dont ceux provenant des États-Unis, du Japon et des Communautés européennes, qui ont été approuvés avant que le régime de prescriptions relatives à l'exportation ne soit supprimé en août 2000.

#### 2) Office thaïlandais des sites industriels (IEAT)

La seule raison sur laquelle est fondée notre demande de prorogation de ce programme de subvention est la nécessité de ménager un délai suffisant pour terminer le processus d'amendement.

S'agissant de la durée de prorogation prévue dans le cadre des procédures de prorogation spéciales énoncées dans le document G/SCM/39, cette durée ne peut s'appliquer aux programmes de subventions à l'exportation du Bureau du Conseil des investissements et de l'Office thaïlandais des sites industriels étant donné que ces programmes ne satisfont pas aux critères établis au paragraphe 2 du document G/SCM/39.

Réponses aux questions posées par l'Équateur

**1. L'Équateur souhaiterait que la Thaïlande fournisse d'autres renseignements détaillés et complets, avec toutes les justifications nécessaires, qui montrent pourquoi sur les huit programmes de subventions notifiés sous couvert du document G/SCM/N/71/THA, elle estime que les systèmes de refinancement du crédit et les programmes de financement de la marine marchande et de financement pour la modernisation des équipements ne constituent pas des subventions prohibées à l'exportation, au sens de l'Annexe I de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, en particulier le point k). À ce sujet, il conviendrait de tenir compte du fait que les fonds ayant servi au financement de la marine marchande et de la modernisation des équipements provenaient du prêt à l'ajustement structurel consenti au gouvernement thaïlandais par la Banque asiatique de développement et la Banque mondiale, ainsi qu'il est indiqué aux points 4, aux pages 15 et 17 du document G/SCM/N/71/THA.**

Réponse

Ces trois programmes ne sont pas considérés comme des subventions à l'exportation pour les raisons énoncées ci-dessous:

Systèmes de refinancement du crédit

Les opérateurs qui souhaiteraient bénéficier de la subvention dans le cadre du programme relatif aux systèmes de refinancement du crédit du Bureau du Conseil des investissements ne doivent pas obligatoirement être des exportateurs. Le programme vise en effet à apporter une assistance financière à tout opérateur qui remplit les critères spécifiés quelle que soit sa vocation à l'exportation (voir le document G/SCM/N/71/THA/Suppl.1, page 4).

Financement de la marine marchande

Les activités de la marine marchande entrent dans la catégorie de l'industrie de service. Aussi les subventions accordées au titre de ce programme ne sont-elles pas visées par l'Accord SMC.

Financement pour la modernisation des équipements

Étant donné que la Banque export-import de Thaïlande (EXIM) s'emploie essentiellement à faciliter les activités d'exportation et d'importation, l'allocation des fonds au titre de ce programme ne concerne que des exportateurs et des importateurs. Cependant, dans la pratique, d'autres opérateurs thaïlandais, qui possèdent les mêmes caractéristiques que ceux admis à bénéficier de la subvention, mais n'exportent ni n'importent, peuvent se voir accorder un traitement similaire de la part du Bureau du Conseil des investissements. Aussi, la plupart des opérateurs thaïlandais qui remplissent les mêmes conditions obtiendront le même type de prêt.

**2. En ce qui concerne les systèmes de refinancement du crédit, l'Équateur souhaiterait que la Thaïlande fournisse des renseignements sur les conditions d'octroi de prêts liés au marché, ainsi que des données statistiques qui permettent d'évaluer les effets de la subvention sur le commerce.**

Réponse

Les renseignements demandés figurent dans le document G/SCM/N/71/THA/Suppl.1.

**3. En ce qui concerne les incitations à l'investissement, les systèmes de refinancement du crédit, les programmes de diversification des marchés d'exportation, le financement pour la**

**modernisation des équipements et l'Office des sites industriels, l'Équateur souhaiterait que la Thaïlande fournisse une ventilation (désagrégée au moins au niveau de la position à quatre chiffres de la nomenclature du Système harmonisé) des produits destinés à l'exportation qui bénéficient de ces programmes ou qui sont transformés ou prévus dans le cadre desdits programmes.**

Réponse

Tous les opérateurs bénéficiant des programmes de subvention se sont vu accorder des privilèges ou des avantages pour autant qu'ils remplissaient les critères établis dans chacun des programmes de subvention. Ces privilèges ou avantages ne leur sont pas accordés en fonction des produits qu'ils produisent. En d'autres termes, les subventions sont spécifiques aux opérateurs, et non aux produits. C'est pourquoi il n'y a jamais eu une ventilation des produits destinés à l'exportation des opérateurs qui bénéficient des programmes.

**4. Comme la Thaïlande fonde sa demande de "prorogation de la période d'exemption en relation avec certaines subventions prohibées notifiées" sur le paragraphe 4 de l'article 27 de l'Accord SMC, elle doit aussi appliquer les dispositions suivantes dudit article, en particulier les paragraphes 5 et 6, étant donné qu'il y a une corrélation nécessaire et logique et un lien fondamental entre ces paragraphes, qui sont juridiquement indissociables. Il est donc nécessaire de déterminer la position concurrentielle des exportations de produits visés par les programmes de subventions mentionnés dans le paragraphe précédent. En conséquence, il faudrait également que la Thaïlande présente une analyse détaillée et dûment étayée de la compétitivité des exportations de tous les produits visés par ces programmes, conformément aux dispositions des paragraphes 5 et 6 de l'article 27, en utilisant pour chaque produit une position à quatre chiffres du SH.**

Réponse

Étant donné que toutes les subventions sont accordées en fonction des opérateurs et non en fonction des produits, aucune donnée sur les produits associés aux subventions n'a jamais été collectée.

---